

le journal du SNADGI 43 n°17 2009/1

L'information syndicale à destination des agents des impôts de Hte-Loire



**Spécial
Cirque**

Exclusif,
le SNADGI-
CGT 43

vous offre en
ce début d'année
2009 un florilège de
déclarations de notre Père
Noël Perpétuel à tous.

Pour commencer lors de son
chaud télévisuel « Grâce à

la crise », droit dans ses bottes il a, entre autre,
défendu son plan de sauvegarde des banques. "A la
minute où je parle, cela n'a pas coûté un seul
centime d'euro aux contribuables" car "ces 25
milliards ont été prêtés" et ont rapporté "1,4
milliard d'euros"....

Pèrpetarépet oublie de dire que les prêts aux
banques ont été accordés à des conditions si
avantageuses que les banques n'avaient aucun
intérêt à les refuser. Autrement dit, un autre
placement aurait
rapporté bien plus
que 1,4 milliard...



Les milliards
injectés dans les
banques vont être
empruntés sur les
marchés. Le
ministre du Budget
a admis que la
dette augmenterait
d'autant. Donc, les

charges d'intérêts vont aussi augmenter. Il y aura
donc bien un impact, à terme, pour le
contribuable !!

Mieux : « Le contribuable ne paiera pas les erreurs
des banques privées »

Et l'affaire Tapie ? Un rêve probablement...

Toujours visionnaire il n'hésite pas à déclarer
aussi : "Je dois faire en sorte que la France rentre
le plus tard possible dans la crise et qu'elle en

LE GRAND ILLUSIONNISTE

sorte le plus tôt possible". Le marchand de sable
veille sur nous.... Bonne nuit les petits, il croit que
la France n'est pas encore entrée dans la crise?

Dormez
tranquille
braves gens,
il veille sur
nous tous...

Fidèle en
amitié notre
bling bling
perpet, de
longue date
ami de JO le
texan, nous

vante aujourd'hui l'ami Barack. Mieux lui qui
transpirait de tout ses pores la dérégulation et le
néolibéralisme, il nous vend maintenant
moralisation du capitalisme, régulation, règles... Le
moins qu'on puisse dire c'est qu'en un an et demi il
a su s'adapter aux situations.

Rassurant, un vieil adage n'affirme-t-il pas « qu'il
n'y a que les ... qui ne changent pas d'avis ». Un
autre dit aussi que « l'exemple vient d'en haut ».

Morale de l'histoire : si demain il y a des
élections présidentielles anticipées plus de 53% de
suffrages exprimés changeraient de camp !!!
Pèrpetarépet nous dit que la crise n'est pas arrivée
en France. Prions pour qu'à l'image du nuage de
Tchernobyl, en 1986, elle ignore notre territoire.
Reconnaissons, enfin, l'investissement colossale de
notre guide national. Depuis qu'il a rencontré
Cendrillon chez Walt Disney, ses forces et sa
puissance de frappe ont décuplé.

Dormons tranquille braves gens, même si on
vous cache des choses, l'on s'occupe de vous.

Faites votre l'adage aussi célèbre que vrai de notre
magnificence :

L'avenir est à ceux qui se lèvent tôt et se
couchent tard.... Même pour des pâquerettes,
sachant qu'elles peuvent toujours servir pour lire
votre avenir sentimental....



EXCEPTIONNEL

Nous vivons une époque formidable, vous en conviendrez tous... un petit bémol tout de même c'est l'utilisation parfois exagérée, voire erronée, de la langue française.

A l'automne de l'an 2007, **un tract du SNADGI-CGT 43** soulignait le caractère exceptionnel de l'engagement des altiligériens qui, à plus de 90%, ont manifesté leur colère le 9 Octobre en envahissant une **CAPL**. Les sites extérieurs ont tous débrayé par solidarité. Ce courroux était dû à la tentative du DSF d'élargir autoritairement les heures d'ouverture au public.

Ce **29 Janvier 2009**, **près de 83% des personnels de la DSF 43 étaient en grève**. C'est tout à fait **EXCEPTIONNEL**. A noter que même les **A++** étaient dans l'action à **60%** (9/15). Leur lucidité, notre pugnacité pour diffuser une information juste envers tous les agents de la DGFIP, la politique dite « loyale » qui leur est imposée par la hiérarchie, et de réelles craintes dans le contexte de la fusion entre les Impôts et le Trésor, les a incités à très majoritairement s'inscrire dans la grève. A noter que 3 sites sur 4 étaient fermés ce jour là, seule la direction ouvrait ses portes... Nos collègues du **Trésor** se sont inscrits, eux aussi, dans cette action à **65%**. **C'est exceptionnel chez eux**, d'autant que 13 sites sur 23 étaient fermés, dont la **Trésorerie Générale**....Ci-dessous quelques clichés de cette journée exceptionnelle.. 20 000 personnes ont sillonné les pavés vellaves.. Lycéens, privés, public, retraités, chômeurs... et tous les exclus, tous au coude à coude.



**... ET ON
REMET LE
COUVERT
LE 19
MARS,**

**VOUS Y
ÊTES
TOUS
INVITÉS**





Paroles, paroles, paroles...

Petit abécédaire, non exhaustif, des promesses non-tenues de notre illusionniste permanent :

Travailler plus pour gagner plus : Votée dans l'urgence dès juillet 2007, la loi TEPA exonérait les heures supplémentaires d'impôt et de cotisations sociales. Effet d'aubaine, les entreprises ont pu en profiter. Le marché de l'intérim s'est effondré dès le mois d'avril. En 2007 déjà, les Français n'ont pas travaillé plus. Le pouvoir d'achat a-t-il cru pour autant ? Non. L'envolée des prix de l'énergie et des matières premières conjuguée à une faible augmentation des salaires ont sabordé l'efficacité du dispositif. En 2008, le pouvoir d'achat des Français a baissé, le chômage technique s'étend, les destructions d'emploi se multiplient. On ne cherche pas à travailler plus, mais à travailler tout court et 2009 sera terrible pour l'emploi....

Allocations Familiales : Les familles seront aidées à chacune des étapes de leur existence. En particulier, des allocations familiales seront allouées dès le premier enfant. En avril dernier, on apprenait que les bonifications accordées pour les adolescents ne seraient plus versées dès les 11 ans, mais après 14 ans. Tout ça pour économiser 138 millions d'euros sur le dos de 4,5 millions de familles ! ! !

Banlieues : Fadela Amara était l'une des « prises » politiques en mai 2007. Elle incarnait aussi un espoir de rénovation et de réhabilitation des banlieues : site web participatif, déclarations tonitruantes sur le plan « **anti-glandouille** » en août 2007, puis annonce d'un plan « Banlieues Espoirs » en février 2008 soi-disant doté d'un milliard d'euros ! La promesse d'un contrat de travail unique sensé simplifier les embauches en banlieues est vite oubliée. Le plan Amara regroupe des dépenses gérées par d'autres ministères. Echec sur toute la ligne...

Chômage : Promesse avait été faite de réduire le nombre de chômeurs. Effectivement, les statistiques lui donnèrent raison.... Et pour cause ! Après avoir fait voter la dégradation des indemnités chômage pour les sans-emplois qui refuseraient plus de « deux offres raisonnables », les travailleurs précaires ont été ignorés. **Dès avril 2008, l'intérim s'effondre.** « Heureusement », la crise mondiale donne un prétexte sur mesure pour masquer ce cuisant échec. Résultats tangibles, le chômage explose....

Croissance : Le morfale de service devait aller chercher « avec ses dents » un point de croissance du PIB supplémentaire. L'éclatement des subprimes américains date de ... l'été 2007. **Dès septembre, Bruxelles, l'INSEE ou l'OCDE contredisaient les prévisions gouvernementales.** Dès le second trimestre 2008, la production industrielle baissait. Lagarde veillait, nous ne serons pas touchés ! ! non peut-être coulés alors ! ! !

Déficits publics : La maîtrise de nos finances publiques était un impératif moral autant que financier. Les jeunes générations ne pouvant accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit.... Pour 2009, le seul déficit budgétaire de l'Etat est prévu à 80 milliards d'euros par le gouvernement ! ! !

Environnement : Il a fallu attendre un an pour faire voter la « première loi Grenelle », un catalogue de bonnes intentions dont le financement fut reporté à l'examen d'une seconde loi début 2009. Lors du dernier Conseil Européen, son président, Sarkozy, est parvenu à un compromis minable sur l'engagement européen à l'horizon 2020 : à peine 4% de réduction des émissions carbone sur son territoire. La belle affaire !

Gouvernement resserré : Le décompte réel des effectifs du gouvernement révèle qu'il n'est pas si resserré que promis par le candidat. Entre septembre 2007 et juillet 2008, selon l'annexe **au projet de loi de finances pour 2009**, les affectations dans les cabinets ministériels ont crû de **397 personnes** et le montant des primes distribuées a progressé de près de 5 millions d'euros.

Police de proximité : N. S. a du avaler son chapeau. Michèle Alliot-Marie a créé en janvier 2008 des « **unités territoriales de quartier** », histoire de faire oublier les déclarations de campagne (« La police de proximité mise en œuvre par M. Jospin a abouti à ce que, pour la première fois dans l'histoire de France, on a dépassé les 4 millions de crimes et délits »)... « il n'y a que les C.... » ça c'est bien vrai (Mère Denis).

République irréprochable : Promis, juré, pourtant 2008 fut l'année de tous les excès : **augmentation du traitement présidentiel de 206% en janvier 2008, nouvel avion, dérapage des frais de la Présidence, multiplication des déplacements d'ordre privé, légions d'honneur de complaisance, nomination des patrons de l'audiovisuel, grâce présidentielle pour Marchiani ou Tapie.** Tout y est...

Retraites : Ce gouvernement n'a fait que dégrader le régime par petites touches : suppression des pré-retraites de 57 à 60 ans, revalorisation à minima des pensions (moins que l'inflation en 2008), allongement à 41 ans de la durée de cotisation retraite qui passera mécaniquement à 41 ans, suite à la **loi Fillon de 2003**. Pour les **seniors** on croyait qu'il allait agir sur les employeur. Quel malentendu !

En mai dernier, les (futurs) retraités ont eu confirmation que leur pension n'augmenterait que de 1,9% (1,1% en mars, 0,8% en septembre), les pré-retraités de 57 à 60 ans devraient pointer prochainement au chômage, la durée de cotisation retraite passerait mécaniquement à 41 ans et ils risquent d'être radiés du chômage après deux refus d'emploi comme tout chômeur. 60%* des seniors (55 à 65 ans) ont été ainsi précarisés en quelques jours....

Et encore... franchises médicales, Prisons, Protection des sources des journalistes, travail le dimanche.....

On ne nous dit pas touton nous cache des choses...



Petit rappel : A Neuilly, dans les Hauts-de-Seine, à l'UMP, à l'Intérieur... La succession de Sarkozy est chaque fois un désastre... après lui, le chaos. Néanmoins gardons le moral, comme beaucoup des 53% de cocus qui ont crus à ces mensonges. « Un toit pour tous » avait-il dit, il fallait comprendre un doigt pour tous, mettez vous le dans le ... y'aura au moins une partie de votre corps qui aura chaud cet hiver.

**Voeux 2009 interdits de lecture
lors de la réception à la DSF 43**

Ce 8 janvier les deux responsables locaux de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) ont décidé de souhaiter les vœux à la Direction des Services Fiscaux de la Haute-Loire (DSF 43).

La Haute-Loire, comme la grande majorité des départements français, est organisée de façon bancal. En effet la DGFIP, qui se veut exemplaire, a décidé dans la précipitation de mettre en place des services fusionnés, comme les Services des Impôts des Particuliers (SIP) ou les Guichets Fiscaux Uniques (GFU), alors que les deux directions locales fonctionnent toujours de manière autonome et avec chacune un grand chef.

En terme de rationalité c'est du grand n'importe quoi que l'on peut imaginer en disant « mettre la charrue avant les bœufs » et ici on sait de quoi on parle en matière de bœufs et de leur utilisation.

Dans ce décor de grand n'importe quoi, l'investissement présenté comme loyal par une certaine partie de notre hiérarchie ne peut cacher toutes les misères. Misère en matière de missions de service public, qui sont fusionnées, rapprochées, voire externalisées. Misère en matière de moyens, qui subissent d'années en années un régime d'amaigrissement proche de l'anorexie, grâce ou plutôt à cause de la fameuse LOLF, une des machines à casser le service public. Misère surtout en matière humaine, où cette notion essentielle du bien vivre ensemble est totalement oubliée au delà des belles déclarations de principes.

Dans les services le mal être est partout et à tous les niveaux. La très grande majorité des serviteurs de l'Etat vit dans l'angoisse du lendemain. Nos gouvernants, munis d'une hiérarchie parée de l'habit scintillant de la loyauté, ont décidé la mise à mort d'une Fonction Publique Républicaine, seule gage d'équité et de justice entre tous les citoyens. Au travers de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), qui se décline chez nous par la fusion des Impôts et du Trésor Public, un projet de loi sur la mobilité dans la Fonction Publique projetée, entre autre, l'explosion de nos statuts, garants d'indépendance, portant en lui le spectre de la précarité, en faisant appeler à plus de contractuels et même à l'interim ! Demain si ce projet est voté en l'état, tout agent qui aura perdu son poste et qui aura refusé 3 propositions de reclassement se retrouvera en disponibilité sans solde. Au chômage... sans rémunération.

Cette incertitude couplée aux changements incessants dans les services et aux conditions de travail, couplée à une atmosphère de plus en plus pesante générée par le diktat des indicateurs censés alimenter une productivité surnaturelle, couplée à une notation dite « au mérite » censée elle jauger l'investissement individuelle au sein d'un travail présenté souvent comme étant en équipe, génère des conditions de travail insupportables.

Actuellement, de très nombreux cas de camarades qui craquent, parfois jusqu'à l'irréparable, sont évoqués par les représentants des personnels dans de trop nombreux départements.

S'il y a un vœu, au delà de celui d'une excellente santé pour tous, à évoquer aujourd'hui c'est celui du retour à la raison. Seule cette option permettra de donner du temps aux changements décrétés par nos dirigeants. C'est pourquoi, en national, mais aussi en local, les représentants des personnels, mandatés par une immense majorité des agents, voir la pétition signée en local par plus de 89% d'entre eux, exigent de suspendre toutes les réformes, voire de les arrêter. D'instaurer, dans le même temps, une véritable concertation en commençant par le début. Quels services publics veulent les citoyens français ? Quels moyens veulent ils y consacrer ? Après il sera grand temps de les adapter au vu des réponses apportées.

Pour finir nous déclarons officiellement notre soutien total à tous nos camarades qui dans toute la France luttent contre toutes les restructurations menées au pas de charge en dépit du simple bon sens. Nous sommes totalement solidaires des agents Vendéens qui vont revendiquer cela lors d'une audience auprès de notre Directeur Général, Monsieur Parini, pour l'arrêt immédiat de la mise en place des SIP.

Les représentants des personnels et l'immense majorité de ceux ci émettent le vœu que rien ne soit fait sans une réelle concertation, aussi bien en national qu'en local. Mandat vous est donné de transmettre ce vœu au DG.